### République et canton de Genève



### **CONSEIL MUNICIPAL**

### Législature 2015-2020

Séance du lundi 10 avril 2017 Procès-verbal

### Présences:

### **Exécutif**

M. Antoine BARDE	Maire	
Mme Caroline BENBASSAT	Adjointe	
M. Pascal WASSMER	Adjoint	

### Bureau du Conseil municipal

Mme Anne LEBOISSARD	Président	
Mme Claudine HENTSCH	Vice-Présidente	
Mme Dominique LAZZARELLI	Secrétaire	

### Conseillers municipaux

ALHANKO-BAUER Corinne	PORDES Anita	
BARBEZAT-FORNI Denyse	PULIDO Florence	
BERY Elisabeth	RANNI Roberta	
DECHEVRENS Pierre-Yves	RICCIUTI Giuseppe	
GAILLARD Philippe	SIMOS Mony	
GUBELMANN Yves	SOUCAS Alexandre	
JACQUIER Jérôme	THIERRIN Jean-Marc	
LINGJAERDE Pierre		

Public: 1 personne

### **ORDRE DU JOUR:**

- 1. Approbation du projet de procès-verbal de la séance du mardi 14 mars 2017.
- 2. Discussion et approbation de l'ordre du jour.
- 3. Communications du bureau.
- 4. Rapports des commissions :
  - Rapport de la commission « Urbanisme et constructions ». Séance du lundi 20 mars 2017. M. Philippe GAILLARD, Président.
  - Rapport de la commission conjointe « Urbanisme et constructions » et « Assainissement, routes, sécurité, développement durable ». Séance du mardi 4 avril 2017. M. Philippe GAILLARD ou M. Giuseppe RICCIUTI, Présidents.

### 5. Projets de délibérations :

- <u>**Délibération N° 2015-2020 D-052a**</u> − Proposition du Maire relative à l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire 2017 de TTC 15'000 F − Rubrique 21.00.318.00 − Ecoles publiques « Prestations de tiers » pour la mise en conformité de la scène du groupe scolaire et amélioration de l'éclairage.
- <u>Délibération N° 2015-2020 D-052b</u> Proposition du Maire relative à assortir de la clause d'urgence la délibération N° 2015-2020 D-052b, soit l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire 2017 de TTC 15'000 F Rubrique 21.00.318.00 Ecoles publiques « Prestations de tiers » pour la mise en conformité de la scène du groupe scolaire et amélioration de l'éclairage.
- <u>Délibération N° 2015-2020 D-053</u> Proposition du Maire relative à l'ouverture d'un crédit d'études de TTC 600'000 F relatif à la mobilité et le stationnement, ainsi que la faisabilité de 3 parkings :
  - Parking couvert du Floris Parcelle № 4400 / Plan RF 26 privée communale.
  - 2. Parking souterrain de la route cantonale d'Hermance Parcelle № 5616 / Plan RF 26 DP Cantonal en cours de cession à la commune d'Anières.
  - 3. Parking souterrain de la salle communale − Parcelle N° 5206 Plan RF 29 − privée communale.
- ◆ <u>Délibération N° 2015-2020 D-054</u> Proposition du Maire relative à l'ouverture d'un crédit d'investissement estimé à TTC 1'100'000 F pour la rénovation et transformation du local du feu des pompiers sis parcelle N° 5572/RF 42 et création d'un hangar annexe pour les véhicules.
- ➡ <u>Délibération N° 2015-2020 D-055</u> Proposition du Maire relative à l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire 2017 de TTC 7'000 F Rubrique 71.00.314.00 « Protection des eaux Entretien des canalisations » Pour la réparation par robotique du chemisage endommagé sur le collecteur N° 280-415-U, de la chambre N° 280 à la chambre N°422 au chemin de Bézaley.
- <u>Délibération N° 2015-2020 D-056</u> Proposition du Maire relative à l'adoption du règlement visant à l'exploitation de systèmes de vidéosurveillance sur le territoire de la commune d'Anières.
- 6. Projets de motions.
- 7. Projets de résolutions.
- 8. Présentation des comptes de l'Exercice 2016 par M. le Maire.
- 9. Proposition(s) du Maire et des Adjoints.
- 10. Communication(s) du Maire et des Adjoints.
- 11. Questions écrites ou orales.



Mme la Présidente Anne LEBOISSARD ouvre la séance du 10 avril 2017 à 20h02 et souhaite la bienvenue à tous et au public.

Elle propose de passer au point 1 de l'ordre du jour.

### Point 1

### Approbation du projet de procès-verbal de la séance du mardi 14 mars 2017

Mme Mony SIMOS souhaite supprimer son intervention qui est notée à la page 5,  $2^{\text{ème}}$  paragraphe,  $2^{\text{ème}}$  phrase.

Mme la Présidente indique que si personne ne s'y oppose, cette phrase sera supprimée.

- M. Pierre LINGJAERDE ajoute qu'à la page 5, le point est incomplet car il manque le motif de son intervention.
- M. Pierre LINGJAERDE trouve également qu'en page 3, au point 2, il trouve que ce n'est pas utile de le mettre au PV.
- M. Pierre-Yves DECHEVRENS n'est pas d'accord. Il est important, pour mémoire, de laisser cette intervention au PV.
- M. le Maire est plutôt d'avis de l'enlever.

Mme Claudine HENTSCH propose de laisser la phrase où il est indiqué qu'il faudrait discuter de ce sujet dans une commission.

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente considère que ce procès-verbal est adopté, avec remerciements à son auteur.

Mme la Présidente propose de passer au point 2 de l'ordre du jour.

### Point 2

### Discussion et approbation de l'ordre du jour

La parole n'étant pas demandée, Mme la Présidente propose de passer au point 3 de l'ordre du jour.

### Point 3

### Communications du bureau

Mme la Présidente informe des points suivants :

- Information du décès de la maman de M. Philippe GAILLARD.
- EPI (Etablissement publics pour l'intégration) Organisation d'un grand goûter le samedi 29 avril 2017 de 14h.00 à 17h.00 autour du Carrousel des Fables au Conservatoire et Jardin botaniques de Genève. S'annoncer à la secrétaire du CM.
- Invitation aux tournois des élus GE 2017. Football et pétanque. Le dimanche 11 juin 2017 au Centre sportif de Vessy dès 8h.00. S'annoncer à la secrétaire du CM.

Mme la Présidente propose de passer au point 4 de l'ordre du jour.



### Point 4

Rapports des commissions.

 Rapport de la commission « Urbanisme et constructions ». Séance du lundi 20 mars 2017. M. Philippe GAILLARD, Président.

Mme la Présidente informe que ce rapport sera reporté à la prochaine séance.

 Rapport de la commission conjointe « Urbanisme et constructions » et « Assainissement, routes, sécurité, développement durable ». Séance du mardi 4 avril 2017. M. Philippe GAILLARD ou M. Giuseppe RICCIUTI, Présidents.

Mme la Présidente passe la parole à M. Gisueppe RICCIUTTI qui donne lecture du rapport.

🗁 Rapport en annexe du présent procès-verbal.

Mme la Présidente remercie M. Giuseppe RICCIUTI.

Mme la Présidente propose de passer au point 5 de l'ordre du jour.

### Point 5

Projet de délibérations.

### **DELIBERATIONS**

La parole n'étant pas demandée, Mme la Présidente donne lecture de la délibération et propose de passer au vote.

<u>Délibération N° 2015-2020 D-052a</u> - Proposition du Maire relative à l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire 2017 de TTC 15'000 F - Rubrique 21.00.318.00 - Ecoles publiques « Prestations de tiers » pour la mise en conformité de la scène du groupe scolaire et amélioration de l'éclairage.

Vu le crédit budgétaire de TTC 96'110 F, rubrique 21.00.318.00 « Ecoles publiques – Prestations de tiers » voté dans le cadre de la délibération  $N^\circ$  45 du budget de fonctionnement 2017 par le Conseil municipal le 15 novembre 2017, approuvé par le Département Présidentiel le 15 décembre 2017, exécutoire à l'issue du délai référendaire le 16 janvier 2017 ;

Vu le rapport de la commission « Urbanisme et constructions » du lundi 20 mars 2017, lors de laquelle il a été émis un préavis favorable, à l'unanimité, pour l'ouverture de ce crédit budgétaire supplémentaire 2017 de 15'000 F visant à la mise en conformité de la scène du groupe scolaire et amélioration de l'éclairage et d'assortir la présente délibération de la clause d'urgence ;

Vu l'exposé des motifs joint à la présente délibération ;

Vu l'art. 30, alinéa 1, lettre d) de la loi sur l'administration des communes (B 6 05) du 13 avril 1984 ;

Sur proposition du Maire,

le Conseil municipal décide par 15 oui (unanimité)

1. D'accepter l'engagement des travaux visant à la mise en conformité de la scène du groupe scolaire et amélioration de l'éclairage.



- D'ouvrir à M. le Maire un crédit budgétaire supplémentaire dans le budget de fonctionnement 2017, soit un montant de TTC 15'000 F dans la rubrique 21.00.318.00 « Ecoles publiques – Prestations de tiers ».
- 3. De comptabiliser la dépense nette prévue à l'article 2 dans le compte de fonctionnement 2017 en dépense supplémentaire Rubrique 21.00.318.00 « Ecoles publiques Prestations de tiers ».
- 4. Ce crédit budgétaire supplémentaire devra être compensé par une économie équivalente sur d'autres rubriques de charges ou par des plus-values escomptées aux revenus, voire par la fortune nette.

M. le Maire indique que la clause d'urgence est demandée, afin de pouvoir effectuer les travaux avant l'été.

Délibération N° 2015-2020 D-052b - Proposition du Maire relative à assortir de la clause d'urgence la délibération N° 2015-2020 D-052a, soit l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire 2017 de TTC 15'000 F - Rubrique 21.00.318.00 - Ecoles publiques « Prestations de tiers » pour la mise en conformité de la scène du groupe scolaire et amélioration de l'éclairage.

Vu l'exposé des motifs de la délibération N° 2015-2020 D-052a ;

Vu le rapport de la commission « Urbanisme et constructions » du 20 mars 2017, lors de laquelle il a été émis un préavis favorable pour l'ouverture du crédit budgétaire supplémentaire 2017 de TTC 15'000 F – Rubrique 21.00.318.00 - Ecoles publiques « Prestations de tiers » pour la mise en conformité de la scène du groupe scolaire et amélioration de l'éclairage et de l'assortir de la clause d'urgence ;

Conformément aux art. 32 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 – B 6 05 – et 70 de la constitution de la République et canton de Genève du 14 octobre 2012 – A 2 00 ;

Sur proposition du Maire,

Le Conseil municipal décide par 16 oui (unanimité) (vote à la majorité qualifiée – La Présidente vote)

De munir de la clause d'urgence la délibération N° 2015-2020 D-052a, soit l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire 2017 de TTC 15'000 F – Rubrique 21.00.318.00 - Ecoles publiques « Prestations de tiers » pour la mise en conformité de la scène du groupe scolaire et amélioration de l'éclairage, vu que son exécution ne souffre d'aucun retard dû à un référendum.

- <u>Délibération N° 2015-2020 D-053</u> Proposition du Maire relative à l'ouverture d'un crédit d'études de TTC 600'000 F relatif à la mobilité et le stationnement, ainsi que la faisabilité de 3 parkings :
  - 1. Parking couvert du Floris Parcelle Nº 4400 / Plan RF 26 privée communale.
  - 2. Parking souterrain de la route cantonale d'Hermance Parcelle N° 5616 / Plan RF 26 DP Cantonal en cours de cession à la commune d'Anières.
  - 3. Parking souterrain de la salle communale Parcelle N° 5206 / Plan RF 29 privée communale.

Vu l'article 30, alinéa 1 lettre e) de la loi sur l'administration des communes B 6 05 du 13 avril 1984 ;

Vu la volonté des Autorités d'Anières d'améliorer la mobilité et le stationnement sur son territoire ;



Vu la présentation du dossier aux commissions conjointes « Assainissement, routes, sécurité, développement durable », « Urbanisme et constructions » lors de sa séance du mardi 4 avril 2017, lors de laquelle il a été émis un préavis favorable, à l'unanimité, d'ouvrir un crédit d'engagement de TTC 600'000 F pour une étude relative à la mobilité et le stationnement, ainsi que la faisabilité de 3 parkings;

Vu l'exposé des motifs relatif à la présente délibération ;

Sur proposition du Maire,

### Le Conseil municipal décide par 15 oui (unanimité)

- 1. D'accepter l'engagement d'une étude relative à la mobilité et le stationnement, ainsi que la faisabilité de 3 parkings :
  - 1. Parking couvert du Floris Parcelle Nº 4400 / Plan RF 26 privée communale.
  - 2. Parking souterrain de la route cantonale d'Hermance Parcelle N° 5616 / Plan RF 26 DP Cantonal en cours de cession à la commune d'Anières.
  - 3. Parking souterrain de la salle communale Parcelle Nº 5206 / Plan RF 29 privée communale.
- 2. D'ouvrir à M. le Maire un crédit d'engagement de TTC 600'000 F.
- 3. D'autoriser le prélèvement de cette somme sur les fonds propres de la Commune.
- 4. De comptabiliser ce crédit d'engagement dans le compte des investissements puis de le porter au bilan de la commune d'Anières, dans le patrimoine financier.

Mme Claudine HENTSCH fait part de la position du groupe Ensemble Pour Anières - EPA:

« Tout d'abord nous tenons à reconnaitre l'utilité d'une compagnie municipale de pompiers volontaires et relevons l'engagement et la disponibilité de celle d'Anières auprès de la population, que ce soit lors des interventions d'urgence ou pour leur présence aux diverses manifestations. Nous saisissons ici l'occasion de les remercier.

Au vu de leur vétusté, Ensemble pour Anières reconnaît également la nécessité de rénover les locaux de l'actuelle caserne, partant du principe que nos sapeurs-pompiers doivent pouvoir remplir leur fonction dans des conditions adaptées à leurs besoins.

Cependant, la fonction des sapeurs-pompiers volontaires va changer.

En effet, lors de sa séance du 8 février 2016, le comité de l'Association des Communes Genevoises a discuté du projet du concept opérationnel cantonal de défense incendie et secours. A cette occasion, il a été rappelé que ce projet faisait suite à un rapport d'audit établi en 2011 par la Cour des comptes, lequel avait mis en exergue que le concept de la défense incendie dans le canton de Genève était dépassé, le temps d'intervention ne correspondant pas aux normes fédérales exigées. En surplus, la Cour des comptes avait également pointé du doigt l'absence de mutualisation entre les communes s'agissant des compagnies de sapeurs-pompiers volontaires et recommandé une gouvernance et un financement intercommunaux.

La solution proposée consiste, dans les grandes lignes, en la création d'un groupement intercommunal, la constitution d'un seul corps de pompiers dans le canton réunissant les sapeurs-pompiers volontaires et professionnels sous un commandement unique et centralisé. A l'horizon 2030, l'objectif est de réduire de moitié les sapeurs-pompiers volontaires (de 1600 à 800) et d'augmenter leur temps de formation et de doubler le nombre des sapeurs-pompiers professionnels (de 165 à 300). Un comité ad hoc a été constitué afin d'affiner ces décisions.



C'est d'ailleurs, en raison de ce futur projet, qu'aucune nouvelle caserne ne peut être construite actuellement sur le canton, selon l'information confirmée par Monsieur l'Adjoint Pascal WASSMER lors du CM du 14 juin 2016.

D'un point de vue financier, il faut également relever que la participation forfaitaire des communes à la Ville de Genève pour les interventions effectuées en dehors de son territoire a été augmentée de CHF 800'000.- en 2017 pour être portée à CHF 13'550'000.- et sera augmentée à nouveau en 2018 de CHF 800'000.- .

Il faut donc se rendre à l'évidence que la fonction des sapeurs-pompiers volontaires va évoluer à court et à moyen terme.

Le groupe Ensemble Pour Anières est convaincu de la nécessité de rénover la caserne pour un montant estimé de CHF 382'500.- HT afin que les sapeurs-pompiers puissent disposer d'un bâtiment correspondant à leurs besoins et répondant aux normes énergétiques.

Séduit par l'idée que le projet soumis présente l'avantage de pouvoir être affecté facilement à une autre activité le jour où la décision de mutualiser les compagnies serait appliquée, nous trouverions même encore plus judicieux que la salle de réunion puisse être utilisée également par d'autres sociétés, selon le modèle du local du Clos des Noyers, car la commune manque aujourd'hui de locaux pour ses sociétés et ses habitants.

### En revanche et :

Vu que d'après les informations obtenues de plusieurs sources concordantes disant que la situation actuelle des sapeurs-pompiers va évoluer,

Vu que l'agrandissement de la caserne tel que prévu ne permettra pas d'accueillir le matériel d'autres compagnies de sapeurs-pompiers en cas d'intercommunalité,

Vu que nous restons persuadés que le centre du village devrait être réservé à la construction de logements,

Vu que le dépôt de Chevrens a été aménagé spécifiquement pour le tonne-pompe en 2013 et ce, pour un montant de TTC 230'000 CHF selon la délibération N°21 du 30.10.2012,

Notre groupe s'oppose à la création d'un hangar annexe pour les véhicules dont le budget est estimé à CHF 425'250 HT afin de pouvoir ramener le tonne-pompe au centre du village.

Etant favorable au projet de rénovation du bâtiment servant actuellement de caserne, notre groupe a décidé de s'abstenir du vote de ce soir ».

M. l'Adjoint Pascal WASSMER répond qu'effectivement ce projet de réforme est prévu pour 2030 et qu'il a déjà été reporté plusieurs fois, également en raison du projet MPPL qui n'a pas vu le jour.

Il ajoute qu'aujourd'hui, le matériel se trouve à quatre lieux différents dans le village et que cela pose des problèmes au niveau du temps d'intervention.

M. l'Adjoint informe qu'il y a toujours la possibilité de réutiliser ce local du feu pour un autre service communal.

M. Pierre-Yves DECHEVRENS intervient en expliquant le cas d'une voiture qui a brûlé samedi soir à Hermance.

Les pompiers de la Commune sont intervenus et le SIS est arrivé 10 minutes après. Pour lui, c'est trop d'attente. Il faut donc garder les pompiers volontaires et ne pas externaliser les casernes.

M. l'Adjoint Pascal WASSMER ajoute que le nombre de pompiers volontaires dans le futur est une estimation faite par le Service du feu. Il devrait être diminué de 50 % environ.



<u>Délibération N° 2015-2020 D-054</u> - Proposition du Maire relative à l'ouverture d'un crédit d'investissement estimé à TTC 1'100'000 F pour la rénovation et transformation du local du feu des pompiers sis parcelle N° 5572/RF 42 et création d'un hangar annexe pour les véhicules.

Vu l'article 30, alinéa 1 lettre e) de la loi sur l'administration des communes B 6 05 du 13 avril 1984 ;

Vu la délibération  $N^\circ$  2015-2020 D – 035 du 14 juin 2016 « Proposition du Maire relative à l'ouverture d'un crédit d'engagement de TTC 50'000 F pour l'étude de la rénovation du local du feu, sis route de l'Hospice  $N^\circ$  6. Parcelle  $N^\circ$  5572 / RF 42 », votée à l'unanimité et exécutoire à l'issue du délai référendaire au 2.9.2016 ;

Vu le préavis favorable de l'avant-projet par le service de l'Office Cantonal de la Protection de la Population et des Affaires Militaires – OCPPAM) ;

Vu le préavis favorable de l'avant-projet par l'Etat-Major de la Compagnie des sapeurs-pompiers de la commune d'Anières ;

Vu la présentation du dossier aux commissions conjointes « Assainissement, routes, sécurité, développement durable », « Urbanisme et constructions » lors de sa séance du mardi 4 avril 2017, lors de laquelle il a été émis un préavis favorable, à la majorité, d'ouvrir un crédit d'investissement estimé à TTC 1'100'000 F pour la rénovation et la transformation du local du feu des pompiers sis parcelle N° 5572/RF 42 et création d'un hangar annexe pour les véhicules ;

Vu l'exposé des motifs relatif à la présente délibération ;

Sous réserve de l'autorisation de construire ;

Sur proposition du Maire,

### Le Conseil municipal décide par 12 oui (majorité) - 0 non, 3 abstentions

- 1. D'accepter l'engagement des travaux visant à la rénovation et transformation du bâtiment des pompiers sis parcelle N° 5572/RF 42 et création d'un hangar annexe pour les véhicules.
- 2. D'ouvrir à M. le Maire un crédit d'investissement de TTC 1'100'000 F, auquel il convient d'ajouter le crédit d'étude de TTC 50'000 F selon la délibération N° 2015-2020 D 035 du 14 juin 2016 « Proposition du Maire relative à l'ouverture d'un crédit d'engagement de TTC 50'000 F pour l'étude de la rénovation du local du feu, sis route de l'Hospice N° 6. Parcelle N° 5572 / RF 42 », votée à l'unanimité et exécutoire à l'issue du délai référendaire au 2.9.2016.
- 3. D'autoriser le prélèvement de cette somme sur les fonds propres de la Commune.
- 4. De comptabiliser ce crédit d'engagement dans le compte des investissements puis de le porter au bilan de la commune d'Anières, dans le patrimoine administratif.
- 5. D'amortir la dépense nette au moyen de 30 annuités, qui figureront au budget de fonctionnement dès 2018 sous rubrique 14.00.331.00.



➡ <u>Délibération N° 2015-2020 D-055</u> - Proposition du Maire relative à l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire 2017 de TTC 7'000 F − Rubrique 71.00.314.00 « Protection des eaux − Entretien des canalisations » - Pour la réparation par robotique du chemisage endommagé sur le collecteur N° 280-415-U, de la chambre N° 280 à la chambre N° 422 au chemin de Bézaley

Vu le crédit budgétaire de TTC 70'500 F, rubrique 71.00.314.00 « Protection des eaux - Entretien canalisations » voté dans le cadre de la délibération N° 45 du budget de fonctionnement 2017 par le Conseil municipal le 15 novembre 2017, approuvé par le Département Présidentiel le 15 décembre 2017, exécutoire à l'issue du délai référendaire le 16 janvier 2017 ;

Vu le rapport de la commission conjointe « Assainissement, routes, sécurité, développement durable » du mardi 4 avril 2017, lors de laquelle il a été émis un préavis favorable, à l'unanimité, pour l'ouverture de ce crédit budgétaire supplémentaire 2017 de 7'000 F visant à la réparation par robotique du chemisage endommagé sur le collecteur N° 280-415-U, de la chambre N° 280 à la chambre N° 422 au chemin de Bézaley ;

Vu l'exposé des motifs joint à la présente délibération définissant, entre autres, l'utilisation de ce crédit budgétaire supplémentaire 2017 de TTC 7'000 F;

Vu l'art. 30, alinéa 1, lettre d) de la loi sur l'administration des communes (B 6 05) du 13 avril 1984 ;

Sur proposition du Maire,

### le Conseil municipal décide par 15 oui (unanimité)

- 1. D'accepter l'engagement des réparations par robotique du chemisage endommagé sur le collecteur N° 280-415-U, de la chambre N° 280 à la chambre N° 422 au chemin de Bézaley.
- 2. D'ouvrir à M. le Maire un crédit budgétaire supplémentaire dans le budget de fonctionnement 2017, soit un montant de TTC 7'000 F dans la rubrique 71.00.314.00 « Protection des eaux Entretien des canalisations ».
- 3. De comptabiliser la dépense nette prévue à l'article 2 dans le compte de fonctionnement 2017 en dépense supplémentaire Rubrique 71.00.314.00 « Protection des eaux Entretien des canalisations ».
- 4. Ce crédit budgétaire supplémentaire devra être compensé par une économie équivalente sur d'autres rubriques de charges ou par des plus-values escomptées aux revenus, voire par la fortune nette.
- ♣ <u>Délibération N° 2015-2020 D-056</u> Proposition du Maire relative à l'adoption du règlement visant à l'exploitation de systèmes de vidéosurveillance sur le territoire de la commune d'Anières LC 02 421

Vu l'exposé des motifs ;

Vu le rapport de la commission « Assainissement, routes, sécurité, développement durable » du 4 avril 2017, lors de laquelle il a été émis un préavis favorable, à l'unanimité, sur la proposition du règlement visant à l'exploitation de systèmes de vidéosurveillance sur le territoire de la commune d'Anières – LC 02 421 ;

Conformément à la loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles, du 5 octobre 2001 (LIPAD) ;

Conformément à l'art. 30, al. 2 de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 (B 6 05) ;



Sur proposition du Maire,

### le Conseil municipal décide par 15 oui (unanimité)

- 1. D'adopter le règlement relatif à l'installation et à l'exploitation de systèmes de vidéosurveillance, LC 02 421, tel qu'il figure dans le document annexe qui fait partie intégrante de la présente délibération.
- 2. De fixer l'entrée en vigueur au lendemain de l'échéance du délai référendaire.

Mme la Présidente passe au point 6 de l'ordre du jour.

### Point 6

Projets de motions.

Mme la Présidente indique qu'il n'y a pas de projet de motion ce jour.

Mme la Présidente passe au point 7 de l'ordre du jour.

### Point 7

Projets de résolutions.

Mme la Présidente indique qu'il n'y a pas de projet de résolution ce jour.

Mme la Présidente passe au point 8 de l'ordre du jour.

### Point 8

Présentation des comptes de l'Exercice 2016 par M. le Maire

La Présentation PowerPoint sera annexée au présent procès-verbal.

Après avoir répondu aux questions, Mme la Présidente propose de passer au vote pour le renvoi en commission des finances.

Le renvoi du projet des comptes de l'Exercice 2016 à la commission des finances du lundi 24 avril 2017 est accepté à l'unanimité.

Mme la Présidente passe au point 9 de l'ordre du jour.

### Point 9

Propositions du Maire et des Adjoints

Mme la Présidente passe la parole à M. le Maire Antoine BARDE.

Audiovisuel salle du Conseil municipal

M. le Maire Antoine BARDE indique qu'il y a des problèmes avec le matériel audiovisuel de la salle du Conseil municipal et il propose de renvoyer ce point à la commission des finances, afin de trouver une solution.

Le renvoi en commission des Finances est accepté à l'unanimité.



### **Floris**

M. le Maire souhaite avoir une discussion générale sur l'avenir du Floris et souhaite renvoyer ce point à la commission de l'urbanisme.

Le renvoi en commission « Urbanisme et constructions » est accepté à l'unanimité.

Mme la Présidente passe la parole à Mme l'Adjointe Caroline BENBASSAT.

Mme l'Adjointe Caroline BENBASSAT indique qu'elle n'a pas de propositions à faire.

Mme la Présidente passe la parole à M. l'Adjoint Pascal WASSMER.

M. l'Adjoint Pascal WASSMER souhaite renvoyer en commission Assainissement route, sécurité, développement durable le rehaussement du poste de police de la Pallanterie afin d'y créer un poste APM. Il rappelle que le poste APM est actuellement à Vésenaz et qu'à la suite d'engagements d'agents, le poste devient trop petit. Il ajoute qu'avec les nouvelles prérogatives, ils sont obligés de construire des cellules. Il s'agit d'une collaboration avec Choulex, Corsier, Gy, Hermance, Meinier, Cologny et Collonge-Bellerive et que l'idée serait de tout regrouper à la Pallanterie et d'avoir un guichet commun.

Le renvoi en commission « Assainissement, route, sécurité, développement durable » est accepté à l'unanimité.

Mme la Présidente passe au point 11 de l'ordre du jour.

### Point 10

### **Communications du Maire des Adjoints**

Mme la Présidente passe la parole à M. le Maire Antoine BARDE.

M. le Maire indique qu'il n'a pas de communication à faire.

Mme la Présidente passe la parole à Mme l'Adjointe Caroline BENBASSAT.

Mme l'Adjointe informe que les travaux à Morgins ont commencé ce jour. Ils ont vidé tout le bâtiment. Jusqu'au 24 avril, il y aura les travaux de désamiantage.

Mme la Présidente passe la parole à M. l'Adjoint Pascal WASSMER.

M. l'Adjoint indique qu'il n'a pas de communication à faire.

Mme la Présidente passe au point 11 de l'ordre du jour.

### Point 11

### Questions écrites ou orales

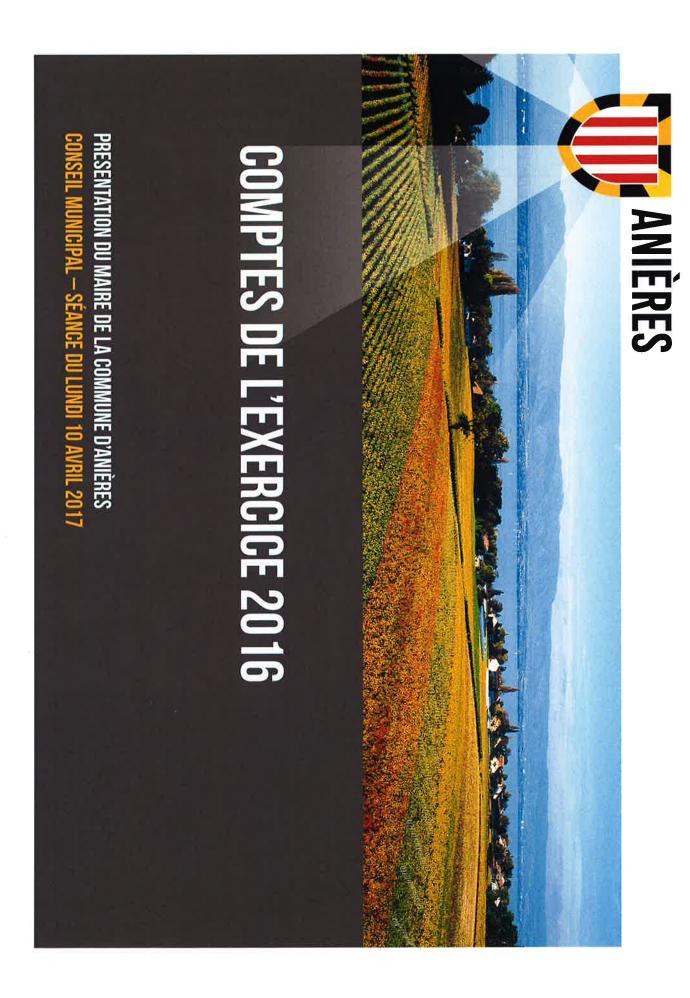
La parole n'étant pas demandée, la séance est levée à 21h06.

La Présidente du Conseil municipal :

La secrétaire du Conseil municipal :

Annexes mentionnées

Un Conseiller municipal:





**COMPTES 2016** 

# TABLE DES MATIERES

- La fiscalité
- Le résultat
- > Le comparatif du budget et des comptes 2016
- Les charges
- Les revenus
- Les amortissements ordinaires et extraordinaires
- Les provisions
- Les investissements
- Le bilan
- Les placements: Global custody UBS
- L'inventaire du PA et du PF
- La révision
- Le renvoi en commission des finances



COMPTES 2016



### LA FISCALITÉ :

### MPOTS PERSONNE PHYSIQUE

Production estimée 2016: 29'953'724.00

Impôt source / IPC / IBO: 8'795'479.81

1'654'468.20

Correctif estimé:

### CREANCES

Créances au 31.12.2015: 41'942'397.31

Total impôts PP

37'094'735.61

Irrécouvrables:

14'303.45

Versements:

Versements effectifs: 55'958'758.31

SOLDE FINAL

Impôt fédéral:

Frais perception 3%:

1'679'896.73

32'303.35

Rachat ADB



Total impôts PP: 37'094'735.61

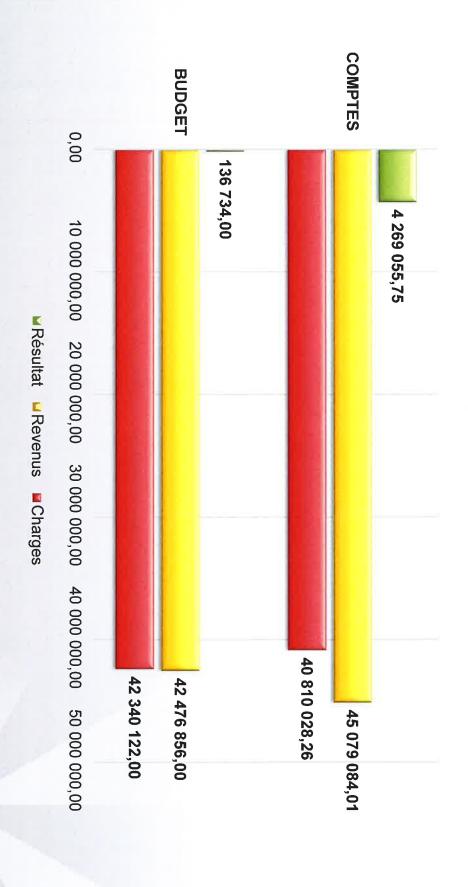
Créances au 31.12.2016: 23'064'071.16

Solde final: 54'291'338.80





# **BUDGET ET COMPTES 2016:**





# LES CHARGES:

1,230,003.27	40'810'028 26	42,340,422 00	TOTALIX
558'975.09	28'403'946.91	28'962'922.00	9 – Finances, impôts et immeubles PF
276'387.94	2'254'878.06	2'531'266.00	7 – Protection et aménagement de l'environnement
29'825.55	2'510'566.45	2'448'967.00	6 - Trafic
194'940.76	1'793'231.24	1'988'172.00	5 – Prévoyance sociale
163'185.87	531'384.13	694'570.00	3 – Culture et loisirs
34'272.15	916'497.85	950'770.00	2 – Enseignement et formation
63'913.58	650'131.42	714'045.00	1 – Sécurité publique
185'707.80	3'749'392.20	3'935'100.00	0 – Administration générale
ECARTS	COMPTES	BUDGET	2016



# LES REVENUS:

2'602'228.01	45'079'084.01	42'476'856.00	TOTAUX
2'612'968.00	44'198'383.00	41'585'415.00	9 – Finances, impôts et immeubles PF
-128'202.85	420'188.15	548'391.00	7 – Protection et aménagement de l'environnement
21'845.65	53'045.65	31'200.00	6 - Trafic
1'876.60	3'486.60	1'610.00	5 – Prévoyance sociale
3'331.45	12'131.45	8'800.00	3 – Culture et loisirs
75.00	21'675.00	21'600.00	2 – Enseignement et formation
256.05	44'916.05	44'660.00	1 – Sécurité publique
90'078.11	325'258.11	235'180.00	0 – Administration générale
ECARTS	COMPTES	BUDGET	2016





# LES AMORTISSEMENTS:

Exercices	Amortissements du PA (Patrimoine administratif)	Amortissements extraordinaires du PA (Patrimoine administratif)	Amortissements du PF (Patrimoine financier)
2015	2'634'076.65		245'973.00
2016	2'556'301.78	2'922'588.23	245'973.00

Le montant total des amortissements pour l'année 2016 s'élève à 5'724'863.01 CHF





# LES PROVISIONS:

### Provision fiscale:

- Péréquation :

- Pertes sur débiteurs :

- Frais de perception de 3%:

15'000'000.00 CHF 9'800'000.00 CHF

1'115'000.00 CHF

# Provision pour dépenses différées :

Cyberadministration:

35'000.00 CHF

Le montant total des provisions pour l'année 2016 s'élève à 25'950'000 CHF



9



COMPTES 2016

# LES INVESTISSEMENTS

Il a été réalisé sur l'Exercice 2016 des investissements pour un montant total de 891'358.37 CHF

# <u>08 – Immeubles du patrimoine administratif :</u>

	•	
Etude et suivi énergétique des bâtiments	Espace devant la salle communale	Fibre optique
4 536.00 CHF	2'808.00 CHF	2'006.40 CHF

# 21 - Ecoles publiques :

Rénovation
courante du g
groupe scolair
·e 78
3'584.60 CHF

### 34 - Sports :

•	
Infrastructure HRRC	Zone sportive ch. Des Ambys
114'333.00 CHF	11'082.70 CHF

# 62 - Routes communales :

				=
Renouvellement des véhicules du ST	Réfection Chemin des Assets	Réfection Chemin de Boret	Piste des véhicules d'urgence	Soutenement talus Nant-d'Aisy
214'852.00 CHF	179'000.00 CHF	49'458.45 CHF	171'185.02 CHF	10'741.70 CHF

# 71 - Protection des eaux :

0010000	COLLECTO	-
. di dii de de de de de	r drainages agrico	
	ממ	
000		יי ר

# 79- Aménagement du territoire :

į		
_	Ļ	)
כ		
ć	5	,
	3	
c		)
è	2	
Ξ	3	
Ξ	3	
	5	
a	D	
C	2	
2	2	>
5	ב	:
<u>።</u>	Š	
ď	Ď	
c		)
1		ļ
~	)	
ĕ	ć	j
ç	5	)
	5	1
(	ľ	,
Ξ	I	7



### LE BILAN:

### L'actif:

239 105 210.99	241 124 487.36	TOTAL DE L'ACTIF
43 940 102,93	39 147 814,24	Total patrimoine administratif
5 696 432,00	5 696 432,00	Prêts et participations permanentes
38 243 670,93	33 451 382,24	Investissements
		Patrimoine administrative
195 165 108,06	201 976 673,12	Total patrimoine financier
	82 141 321,44	Global Custody
260,00	245,00	Marchandises et approvisionnement
19 768 958,90	23 857 126,65	Immeubles
32 412,90	•	Autres créances
125 357,60	272 938,17	Actifs transitoires
956 159,55	144 291,55	Autres débiteurs
40 564 043,05	23 071 802,75	Impôts à encaisser
358 217,50	355 552,50	Comptes taxes d'équipements
113 805 068,22	44 717 338,80	Comptes courants Etat de Genève
18 817 710,65	26 770 684,93	Banques
736 919,69	645 371,33	Caisse, Postfinance
		Patrimoine financier
31/12/2015	31/12/2016	





### LE BILAN-

### Le Passif :

239 105 210,99	241 124 487,36	TOTAL DU PASSIF
185 517 765,70	189 786 821,45	Fortune nette
358 217,50	355 552,50	Engagements financements spéciaux
168 502,74	360 167,40	Passifs transitoires
52 358 500,00	48 250 000,00	Provisions
304 850,70	113 691,10	Engagements envers entités
ī	2 000 000,00	Dettes à moyen et long termes
397 374,35	258 254,91	Engagements courants
31/12/2015	31/12/2016	





# **GLOBAL CUSTODY - UBS:**

# Situation 1er trimestre 2016

Placements : CHF 80'000'000.00



Revenus : CHF 3'049'748.77



Charges: CHF 908'427.33

# Situation au 31 Décembre 2016



CHF 82'141'321.44

Augmentation des placements de 2.68%



**LUNDI 10 AVRIL 2017** 



COMPTES 2016

# LACEMENTS FINANCIERS — ANALYSE 2016

### Performance

par le fait que la fortune de la commune d'Anières n'a été investie que graduellement durant le premier trimestre de l'année 2016. similaires. A ce titre, il y a lieu d'indiquer que l'indice de performance UBS pour les institutions de prévoyance affiche à fin 2016 un résultat découle une performance financière positive de 2.93 % annualisée. Quand bien même cette performance est quelque peu en dessous de de l'ordre de 3.36 % pour les caisses de pensions d'une fortune de moins de CHF 300 millions. La différence s'explique essentiellement la performance des indices de références, elle demeure néanmoins comparable à celle des institutions de prévoyance de tailles La gestion de la fortune de la commune d'Anières – d'un montant initial de CHF 80 millions en valeurs mobilières – s'avère probante. Il en

# Allocation stratégique des actifs

pilier, et donc présentant des considérations pertinentes pour ce qui a trait à la pérennité de la fortune de la commune d'Anières de 25 % de la fortune est exposé en devises étrangères. Les proportions indiquées supra sont en conformité avec les ordonnances en matière de gestion des institutions de prévoyance (OPP2), ordonnances visant à contribuer à la bonne gestion de la fortune du deuxième liquidités, d'obligations et d'actions, d'immobilier indirect, de fonds alternatifs, de matières premières ainsi que - dans une moindre mesure Cette performance de 2.93 % résulte essentiellement d'une allocation stratégique des actifs bien diversifiée comprenant un panachage de de placements privés. Pour ce qui a trait aux monnaies, 75 % des investissements est effectué en franc suisse alors que seul le solde

### Mise en œuvre

d'assurer une maximisation de la diversification de par leurs différents styles de gestion active. Management S.A., Mirabaud Asset Management (Suisse) S.A. ainsi que UBS Asset Management. L'attribution de ces mandats permet Rappelons que la fortune de la commune d'Anières est investie sous la forme de mandats de gestion accordés à Pictet Asset

### Coûts financiers

comprennent les commissions de gestion et de transactions faisant l'objet d'une facturation directe ainsi que les frais de gestion implicites se trouvant en déduction de la performance des portefeuilles indiquée supra Les coûts financiers relatifs à la gestion de la fortune s'élèvent à 0.77 %, à savoir un coût effectif de CHF 628'530.-. Ces frais

### Préconisation

de coûts y afférant. annuelle de la gestion des divers établissements mandatés dans le but de mieux comprendre les facteurs de performance, de risques et est préconisé à l'avenir une revue de la définition des indices de référence dans la structure globale de la fortune, ainsi qu'une revue



LUNDI 10 AVRIL 2017



# INVENTAIRE DES APPARTEMENTS PROPRIÉTÉS DE LA COMMUNE :

# Patrimoine financier



Total	En projet	Availons	Sur plan	Aspergière		Anières-Lac		Clos les Noyers		Availons		Côte-d'Or		Le Léman	Immeubles	
	Réhaussement immeuble	44-50, ch. des Avallons		22-24, rue de l'Aspergière		316-320, rte d'Hermance		62 à 68, ch. des Avallons		44 à 50, ch. des Avallons		1-3-5, rte de la Côte-d'Or		289, rte d'Hermance	Adresses	
71				4		4		22		24		9		00	app.	Total
ω													ယ		app. Studio	
_							_								1/2	2 pièces
3							_		<b>∞</b>				2		pièces	ယ
21			_				œ		<b>00</b>		2		2		pièces 4 pièces pièces	
33			ယ		4		12		œ		<b>C</b> I		_			
2											2				pièces	6



5

LUNDI 10 AVRIL 2017





**COMPTES 2016** 

# INVENTAIRE DES APPARTEMENTS PROPRIÉTÉS DE LA COMMUNE :

# Patrimoine Administratif



Total		Ecole		T'Anières	Immeubles
		64, rue Centrale		23, rue Centrale	Adresses
ω		_		2	2 pièces Total app. Studio 1/2
0					Studio
			_		2 pièces 1/2
0					
0					4 pièces
_			_		3 4 5 6 pièces pièces
	_				6 pièces



COMPTES 2016

# LE PATRIMOINE FINANCIER:

- > Participation du FIDU: 28'000.00 CHF (2017)

Acquisition de logements en 2016, 4 appartements de 5 pièces, 316-320 route d'Hermance;

> Coût : 4'002'800.00 CHF dont 2'000'000.00 CHF emprunté

Revenu du PF (comprend tous les logements, la galerie, l'épicerie, Morgins):

➤ 1'465'096.40 CHF

- Charges du PF (comprend tous les logements, la galerie, l'épicerie, Morgins):
- > 859'737.48 CHF
- Subventions accordées par la commune
- ➤ 100'991.00 CHF
- Résultat:
- > 504'367.92 CHF



### LA RÉVISION :

- Les comptes 2016 ont été vérifiés par l'organe de révision, Acta SA

En sa qualité d'organe de révision, les réviseurs ont vérifié, conformément aux exigences légales, la comptabilité et les comptes annuels (bilan, comptes de fonctionnement et d'investissement) pour l'Exercice arrêté au 31.12.2016.

L'organe de révision recommande à votre Conseil d'approuver les comptes annuels qui vous seront soumis.



LUNDI 10 AVRIL 2017



**COMPTES 2016** 

### CONCLUSION

Monsieur le Maire prie Madame la Présidente de faire voter le Conseil municipal pour le renvoi de ces comptes de l'Exercice 2016 à la commission des finances du lundi 24 avril 2017 pour analyse et préavis, avant le vote des délibérations y relatives au Conseil municipal du mardi 16 mai 2017.







### Rapport de commission

### Commune d'Anières

**COMMISSION: ASSAINISSEMENT, ROUTES, SECURITE, DEVELOPPEMENT DURABLE.** 

Séance du : 04.04.2017

Lors de cette séance, la commission a abordé les points suivants

- 1. Avant-projet de la navette lacustre.
- 2. Travaux du bâtiment des pompiers.
- 3. Approbation du projet de procès-verbal de la séance du 16 janvier 2017.
- 4. Réparation collecteur Chemin de Bézaley.
- 5. Vidéosurveillance.
- Un avant-projet sur la navette lacustre a été présenté MM. Christophe STUCKI de FTSC et Yves BACH d'EDMS et il a été répondu aux questions des membres de la commission. Ce sujet sera encore traité ultérieurement, mais le sujet a éveillé l'intérêt des commissaires.
- 2. La commission a auditionné **M. Dominique PECCOUD**, architecte, qui a présenté le projet de rénovation du local des pompiers. Un crédit d'investissement de **CHF 1'100'000.-** (dont à rajouter le crédit d'étude déjà voté le 14 juin 2016 de **CHF 50'000.-**) a été demandé et préavisé favorablement par la commission.
- 3. Le procès-verbal de la séance du 16 janvier 2017 a été approuvé.
- 4. Chemin de Bézaley. Suite à la détérioration du chemisage du collecteur No 280-415-U de la chambre No 280 à la chambre No 422, une réparation par robotique est envisagée. La demande d'un crédit budgétaire supplémentaire de CHF 7'000.- a été préavisée favorablement par la commission.
- 5. Le règlement relatif à la **vidéosurveillance** a été présenté et le crédit budgétaire de **CHF 2'500.**ont été préavisés favorablement par la commission.

Giuseppe Ricciuti

Président de la Commission Assainissement, Routes, Sécurité et Développement durable